



COMMUNIQUE

OLIVIER DUSSOPT LE CONFIRME : LE POUVOIR EN PLACE VEUT EN FINIR AVEC LE STATUT

Une réunion présidée par le Secrétaire d'État en charge de la Fonction publique a eu lieu ce matin, en présence de toutes les organisations syndicales représentatives.

Ce rendez-vous faisait donc suite au Comité Interministériel de la Transformation Publique qui s'était déroulé la veille.

Pour l'essentiel, malheureusement, Olivier DUSSOPT a confirmé l'attaque d'une ampleur inédite que le Président de la République, le Premier ministre et le gouvernement mènent contre le Statut Général, les agents et les missions publiques.

Recrutement massif de contractuels et de précaires qui constituent pourtant déjà 20% de l'emploi dans la Fonction publique, dispositions pour accompagner le plan consistant à supprimer une fois de plus des dizaines de milliers d'emplois et à abandonner des pans entiers des missions publiques, fort accroissement des rémunérations aléatoires pour récompenser la pseudo performance d'une minorité d'agents, telles sont les orientations que l'Exécutif compte mettre en oeuvre dans les prochaines semaines.

Cumulées avec le gel persistant de la valeur du point, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence, la fusion des CT et des CHSCT ainsi que la remise en cause des principales prérogatives des CAP, ces mesures préparent des régressions sans précédent pour les agents des 3 versants de la Fonction publique ainsi que pour les usagers.

De surcroît, toutes ces annonces confirment également que, en dépit du désaccord de la plupart – pour ne pas dire de la totalité – des organisations syndicales, le pouvoir en place a déjà tout décidé sur l'essentiel de ses contre-réformes.

C'est décidément une bien curieuse conception de la démocratie !

En tout état de cause, la CGT continuera, à partir de ses nombreuses propositions, à défendre une Fonction publique porteuse de progrès social pour tous les citoyens, à revendiquer de meilleurs salaires, déroulements de carrière et conditions de travail pour les agents et à promouvoir un Statut Général renforcé et rénové, garantie d'un agent public neutre et impartial dans l'exercice de ses missions.

Elle prendra toutes ses responsabilités dans la période qui s'ouvre pour que ces pistes alternatives se concrétisent.

Montreuil, le 30 octobre 2018

- Ci-joint la déclaration liminaire de la CGT lors de la réunion plénière.